



Master Ingénierie économique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Ingénierie économique. 2010, Université Jean Monnet Saint-Étienne - UJM. hceres-02040857

HAL Id: hceres-02040857

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040857>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague A

ACADÉMIE : LYON

Établissement : Université de Saint-Etienne - Jean Monnet

Demande n° S3110054606

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Ingénierie économique

Présentation de la mention

Le master « Ingénierie économique » offre une formation pluridisciplinaire, puisqu'à l'économie elle ajoute la gestion, l'aménagement du territoire, l'informatique et les mathématiques.

Le master s'articule autour de trois spécialités, deux professionnelles et une recherche.

La spécialité professionnelle « Conseil en développement territorial » (CDT) forme les étudiants au métier de développeur des territoires locaux auprès des collectivités publiques territoriales, d'organismes tels que des chambres consulaires ou encore les cabinets d'expertise. Cette spécialité fait l'objet d'une demande de renouvellement.

La spécialité professionnelle « Intelligence économique et gestion de l'innovation » (IEGI) forme des cadres spécialisés en gestion de l'information, en veille stratégique, en gestion de l'innovation. Cette spécialité fait l'objet d'une demande de renouvellement.

La spécialité recherche « Game theory, experimental economy, applied econometrics » forme des enseignants-chercheurs en économie, plus précisément en microéconomie et en économie expérimentale. Des débouchés en analyse économique sont également envisagés pour les étudiants qui n'entreprennent pas de doctorat. Cette spécialité fait l'objet d'une demande de création.

Avis condensé

- Avis global :

La mention offre à un horizon large d'étudiants des formations permettant une bonne insertion professionnelle. Elle propose en effet un master pluridisciplinaire à des étudiants provenant de trois types de licences différentes (« Economie-gestion », « Administration économique et sociale » -AES-, « Mathématiques appliquées et sciences sociales » -MASS-).

La mention est de qualité avec des spécialités originales, globalement cohérentes, qui savent allier débouchés professionnels et formation à la recherche. Elle offre également une très bonne ouverture internationale, avec de nombreuses collaborations académiques dans le monde.

Cependant, un manque de lisibilité en termes de contenu des formations et des métiers qui y correspondent est gênant. Les métiers envisageables ne sont pas immédiatement et clairement compréhensibles, notamment par un manque d'analyse du suivi des étudiants. De plus, l'organisation du master est assez complexe, nuisant à sa lisibilité. La mutualisation très forte avec le master « Finance », l'existence de deux parcours en M1 pour trois spécialités en M2, l'existence de trois parcours dans la spécialité recherche nuisent à la clarté de la formation.



- Points forts :
 - L'offre de formation est relativement originale.
 - La mention se caractérise par une bonne insertion dans les milieux socio-professionnels pour la plupart des spécialités (il existe une spécialité en apprentissage).
 - La formation s'est dotée d'un bon système d'évaluation.
 - L'équipe de recherche soutient la mention de manière cohérente.

- Points faibles :
 - Le manque de lisibilité dans les débouchés professionnels est regrettable.
 - Le manque de lisibilité dans la structure du master est également regrettable.
 - Le suivi du devenir des étudiants est insuffisant.
 - Dans la maquette proposée, un étudiant pourrait très bien ne pas faire de stage du tout pendant son master. Cela semble gênant, même si cet étudiant choisi de s'orienter vers la recherche.

- NOTATION GLOBALE (A+, A, B ou C) : A

- Recommandations pour l'établissement :
 - Les objectifs scientifiques affichés pour l'ensemble de la mention (car ils sont clairs au niveau des spécialités) devraient être précisés.
 - Un effort est nécessaire pour rendre plus lisible la structure de la formation et les métiers sur lesquels elle débouche.
 - Le stage de M1 pourrait être rendu obligatoire car même les étudiants souhaitant s'inscrire dans un parcours recherche pourraient tirer bénéfice d'un stage.

Avis détaillé

1 ● OBJECTIFS (scientifiques et professionnels) :

L'objectif scientifique est d'offrir aux étudiants une formation généraliste en économie voire une formation pluridisciplinaire, puisque la mention offre des enseignements également en droit, en gestion, en aménagement du territoire, en mathématiques et en informatique.

Les objectifs professionnels du master sont multiples, mais peu lisibles. Le point commun est ce que l'on peut appeler au final « économiste » : analystes, chefs de projets, consultants en intelligence économique et bien entendu chercheurs ou enseignants-chercheurs.

2 ● CONTEXTE (positionnement, adossement recherche, adossement aux milieux socio-professionnels, ouverture internationale) :

La mention relève clairement des compétences de l'établissement ; elle a été restructurée pour être plus homogène (déplacement de la spécialité « Banque et finance » dans une nouvelle mention « Finance »). L'offre est unique à l'Université Jean Monnet, mais peut-être n'est-elle pas assez lisible par rapport au master « Finance » (le M1 est en partie commun) et au master « Management » (notamment la formation « gestion de projet »).

La mention s'appuie sur les relations fortes développées par les universités de Lyon et de Saint-Etienne en matière de formation et de recherche. Elle bénéficie d'un excellent positionnement de l'offre « Conseil en développement territorial » qui est la seule sur ce thème en France à être proposée en apprentissage.

La spécialité « recherche » s'appuie clairement sur les compétences du laboratoire et sa spécialisation en micro-économie. La spécialité « Intelligence économique et gestion de l'innovation » a par contre de nombreux concurrents dans l'environnement régional (dans le domaine du management de l'innovation). Notamment, un effort de lisibilité par rapport au master de « Management de l'innovation » à l'Université Lyon 3 est envisageable.

L'adossement à la recherche de la mention est très bon, puisque celle-ci repose sur le GATE (Groupe d'Analyse et de Théorie Economique), centre de recherche en économie des universités de Lyon 2 et Jean Monnet, et sur l'Ecole doctorale Economie/Gestion Lyon/Saint-Etienne. Une forte cohérence existe entre la formation proposée et les travaux de recherche du GATE.



Les liens avec les milieux socio-professionnels semblent assez développés pour chacune des spécialités. La spécialité « Conseil en développement territorial » est proposée en apprentissage. De plus, l'équipe pédagogique est en lien avec l'Association Rhône-Alpes des Professionnels du Développement Economique Local.

De nombreux liens et partenariats existent. La spécialité « Intelligence économique et gestion de l'innovation » est liée à l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, et à Telecom Saint-Etienne. La spécialité « Game theory, experimental economy, applied economics » est co-habilitée avec Lyon 2. La spécialité IEGI travaille en collaboration avec l'Ecole des Mines de Saint-Etienne et l'Ecole d'ingénieurs Université de Saint-Etienne - Jean-Monnet. Enfin, des rapprochements avec l'IAE (Institut d'administration des entreprises) de Lyon 3, avec l'ENS (Ecole normale supérieure) de Lyon et avec l'IEP (Institut d'études politiques) de Lyon sont prévus.

L'ouverture à l'international est également intéressante. Les étudiants disposent de la possibilité de partir à l'étranger : le master CDT a été mis en place au Maroc, en Algérie et en Tunisie. La mention dispose d'un accord avec l'Ecole Polytechnique de Quito. Enfin, l'ISEAG (Institut Supérieur d'Économie, d'Administration et de Gestion) est en convention avec 27 établissements européens et 2 établissements canadiens.

3 • ORGANISATION GLOBALE DE LA MENTION (structure de la formation et de son organisation pédagogique, politique des stages, mutualisation et co-habilitations, responsable de la formation et équipe pédagogique, pilotage de la formation) :

La mention comporte trois spécialités en M2 : la spécialité professionnelle « Conseil en développement territorial », la spécialité professionnelle « Intelligence économique et gestion de l'innovation » et la spécialité recherche « Game theory, experimental economy, applied econometrics ». La spécialité « Conseil en développement territorial » est proposée en apprentissage. Trois parcours sont possibles en M2 au sein de la spécialité « Game theory, experimental economy, applied econometrics » : « Econométrie appliquée », « Théorie des jeux », « Recherche spécialisée ».

Ces trois spécialités sont assez hétérogènes. Cependant, une spécialisation est possible dès le M1 grâce à trois parcours distincts.

Plus précisément, en M1 les étudiants ont un parcours commun en S1, mutualisé avec les étudiants du master « Finance ». En S2, ils doivent choisir entre le parcours « Innovation et territoire » et le parcours « Analyse économique ». En M2, les deux spécialités professionnelles sont le prolongement des deux parcours en M1. De ce fait, le parcours qu'il faut suivre pour faire le master recherche n'est pas très lisible. L'organisation de la formation n'est pas très claire, et sa cohérence peu apparente.

Les stages existent dans chaque spécialité professionnelle. Cependant, le M1 permet de faire soit un stage (de 3 mois), soit un mémoire d'initiation à la recherche. On peut regretter que le stage ne soit pas obligatoire. En M2 professionnel, le stage est d'une durée de 3 à 6 mois. La spécialité « Conseil en développement territorial » (CDT) est proposée en apprentissage. Une formation en alternance avec un CDD de 12 mois est organisée dans la spécialité CDT. Des étudiants en formation continue sont également accueillis.

La spécialité recherche « Game theory, experimental economy, applied econometrics » est co-habilitée avec l'Université Lyon 2 ; la spécialité IEGI est mutualisée en partie avec Lyon 2 (master « Economie et management des organisations, de l'innovation et de la propriété »). Le S1 est mutualisé avec le master « Finance ». Il existe beaucoup d'échanges entre écoles et universités du PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur) autour de cette mention (partenariat avec l'Ecole des Mines, Telecom Saint-Etienne, Lyon 2).

Les équipes pédagogiques des différents diplômes sont solides (nombre, variété des compétences, adossement à la recherche). Le responsable de la formation (et d'une des spécialités) et le responsable du M1 sont des économistes. La spécialité CDT est gérée par un spécialiste de l'aménagement de l'espace et la spécialité IEGI par une informaticienne. L'équipe pédagogique est elle-même très multidisciplinaire, ce qui est à la fois un atout en termes de richesse de l'enseignement, mais une faiblesse en termes de lisibilité.

Il existe des dispositifs d'évaluation des enseignements assez développés. L'évolution des différentes spécialités constituant la mention est visiblement mûrement réfléchi. Par exemple, la mention dispose d'un conseil de perfectionnement comprenant des enseignants-chercheurs, des professionnels et des étudiants. Il se réunit une fois par an pour tenter d'améliorer la formation. Des conseils de gestion se réunissent pour la formation en apprentissage.



4 • BILAN DE FONCTIONNEMENT (origines constatées des étudiants, flux, taux de réussite, auto-évaluation, analyse à 2 ans du devenir des diplômés, bilan prévisionnel pour la prochaine période) :

Chacune des spécialités a un recrutement régional, les étudiants provenant majoritairement de Loire et de Haute-Loire. Quelques étudiants étrangers sont recrutés dans les promotions.

La mention comprend un peu plus de 110 étudiants répartis entre M1 et M2. Les étudiants sont environ 30 en M1 et 90 en M2. Les effectifs de M1 baissent d'année en année, et sont très faibles (moins de 5) dans le parcours « Analyse économique ». De plus, le taux de réussite est faible, et des abandons surviennent. Le flux d'étudiants en M2 est, lui, satisfaisant. Le taux de réussite en M2 n'est connu que pour une seule spécialité. Il manque des données sur les taux de sélection dans les spécialités.

Un dispositif pédagogique a été mis en place pour permettre la réorientation, voire le changement de mention pendant le master.

Il n'existe aucune analyse du devenir des étudiants, ni à 2 ans ni à la sortie, sauf pour une seule spécialité, et encore, de manière incomplète.

Pour l'avenir, les responsables pédagogiques ont décidé la réorganisation en trois mentions (au lieu de deux précédemment) pour le volet économie gestion. Ceci est bienvenu car la visibilité sera accrue pour les étudiants. Plus de collaborations entre les écoles et universités du PRES sont également à venir. Par ailleurs, les responsables anticipent une hausse des besoins du milieu socioprofessionnel visé par la formation, et donc un maintien voire une hausse des effectifs.

Avis par spécialité

Conseil en développement territorial

- Avis :

L'objectif est de former les étudiants au métier de développeur des territoires locaux auprès des collectivités publiques territoriales, des chambres consulaires ou encore des cabinets d'expertise. L'équipe pédagogique et les enseignements sont multidisciplinaires. De nombreux professionnels interviennent.

Cette formation semble répondre à un besoin du bassin d'emploi stéphanois, puisqu'elle s'appuie sur des contrats de CDD de 12 mois, et sur la collaboration de nombreuses entreprises. Néanmoins, le manque de clarté en termes de contenu des formations et l'absence d'informations sur l'insertion réelle des étudiants sont gênants.

- Points forts :

- La spécialité se fait en apprentissage, avec un CDD de 12 mois.
- La formation s'appuie sur les acteurs économiques locaux.
- La pluridisciplinarité permet une formation très riche.

- Points faibles :

- Les débouchés effectifs pour les étudiants ne sont pas assez clairs. Quels sont les taux d'embauche à la sortie ? Au bout de deux ans ?
- Il manque des données sur le taux de sélection à l'entrée de la formation.

- Recommandations pour l'établissement :

- Il faudrait rendre les intitulés de cours plus explicites, et illustrer les métiers envisageables pour les rendre plus « parlants ».
- Des données sur le taux de sélection pour l'accès à la spécialité pourraient être ajoutées.

- NOTATION (A+, A, B ou C) : A

Intelligence économique et gestion de l'innovation

- Avis :

L'objectif de la spécialité est de former des cadres spécialisés en gestion de l'information, en veille stratégique, en gestion de l'innovation. L'équipe est très multidisciplinaire : de nombreux enseignants sont informaticiens, dont la responsable ; économistes, gestionnaires et juristes (un privatiste et un publiciste) sont présents. Des professionnels interviennent également. La formation articule bien les compétences de recherche d'information, de stratégie et de gestion de l'innovation.

Cette formation semble répondre à un besoin du bassin d'emploi. Néanmoins, l'insertion réelle des étudiants n'est pas donnée ; le suivi des étudiants est absent. De même, on observe un manque de clarté dans les métiers possibles. Ces deux points sont gênants.

- Points forts :

- La formation bénéficie d'un bon adossement au tissu économique local.
- La pluridisciplinarité de la formation l'ouvre aux économistes et aux ingénieurs.
- L'équipe d'enseignants-chercheurs est impliquée dans des laboratoires reconnus.
- L'organisation de la formation est claire, et elle offre un aménagement de parcours pour les étudiants souhaitant s'orienter vers la recherche.



- Points faibles :
 - Les formations en gestion de l'innovation sont nombreuses dans la région et l'on peut se demander si les débouchés sont suffisants pour toutes les porter.
 - L'absence d'informations précises sur l'avenir des étudiants est regrettable.
 - Les résultats d'une enquête sont donnés sur le devenir des étudiants à deux ans, mais on aurait aimé avoir une idée de l'adéquation entre le poste et la formation.

- Recommandations pour l'établissement :
 - Le stage devrait être d'une durée minimum de 4 ou 5 mois.
 - Des accords entre formations en gestion de l'innovation au sein du PRES pourraient être mis en place.
 - Il faudrait rendre plus cohérents les métiers envisageables avec la formation, et illustrer ces métiers pour les rendre plus « parlants ».

- NOTATION (A+, A, B ou C) : A

Game theory, experimental economy, applied econometrics

L'avis concernant cette spécialité a été communiqué à l'établissement porteur (Université Lyon 2 - Lumière) où elle est intitulée « Game theory, experiments and applied econometric ».